



# LES CONGOLAIS SE BATTENT POUR LEURS PROPRES RICHESSES



Dossier n° 77  
Institut Tricontinental de recherche sociale  
Juin 2024

Institut Tricontinental de recherche sociale, Centre culturel Andrée Blouin, Centre de recherche sur le Congo-Kinshasa et Likambo Ya Mabele.

Ce dossier a été réalisé en collaboration avec le Centre culturel Andrée Blouin, le Centre de Recherche sur le Congo-Kinshasa (CERECK), Likambo Ya Mabele (mouvement civico-écologique) et l'Institut Tricontinental de recherche sociale.

Nous sommes profondément reconnaissants au Dr Eyamba Bokamba, au Dr Georges Nzongola-Ntalaja, à Marie Claire Faray, à Muadi Mukenge, à Patricia Lokwa Servant, à Lubangi Muniania, à Kambale Musavuli, au professeur John Higginson et à d'autres personnes pour leur contribution indispensable.

Ce dossier est dédié aux millions de Congolais qui ont perdu leurs vies au fil des ans pour répondre aux exigences du capitalisme ; aux combattants de la liberté des soulèvements de Telema, dont la persévérance a influencé les élections présidentielles de 2018 ; et à Cédric Nianza, Armand Tungulu, Floribert Chebeya, Thérèse Déchade Kapangala Mwanza, Rossy Tshimanga et Luc Nkulula qui ont sacrifié leurs vies pour la vision d'un Congo renouvelé.

---

Les œuvres d'art présentées dans ce dossier cherchent à mettre en lumière la lutte séculaire du peuple congolais contre le colonialisme et pour la souveraineté nationale. À l'exception de deux contributions des célèbres artistes congolais Barly Baruti et M Kadima, les œuvres d'art présentées ont été créées pour cette publication grâce à une collaboration entre le département artistique de Tricontinental : Institut de recherche sociale et le collectif d'artistes du Centre culturel Andrée Blouin à Kinshasa. Ces artistes dévoués et talentueux ont passé des semaines en studio à discuter du contenu du dossier et à créer ces œuvres d'art, dont certaines n'ont pas pu être incluses dans ce dossier. S'inspirant de photographies historiques et contemporaines qui ont fait l'objet de recherches collectives, ces images présentent le peuple congolais comme protagoniste, et non comme victime, de l'histoire.

## **IMAGE DE COUVERTURE**

**Monsembula Nzaaba Richard ('Monzari') (DRC), *L'Aube de la résistance Congolaise*, 2024.**



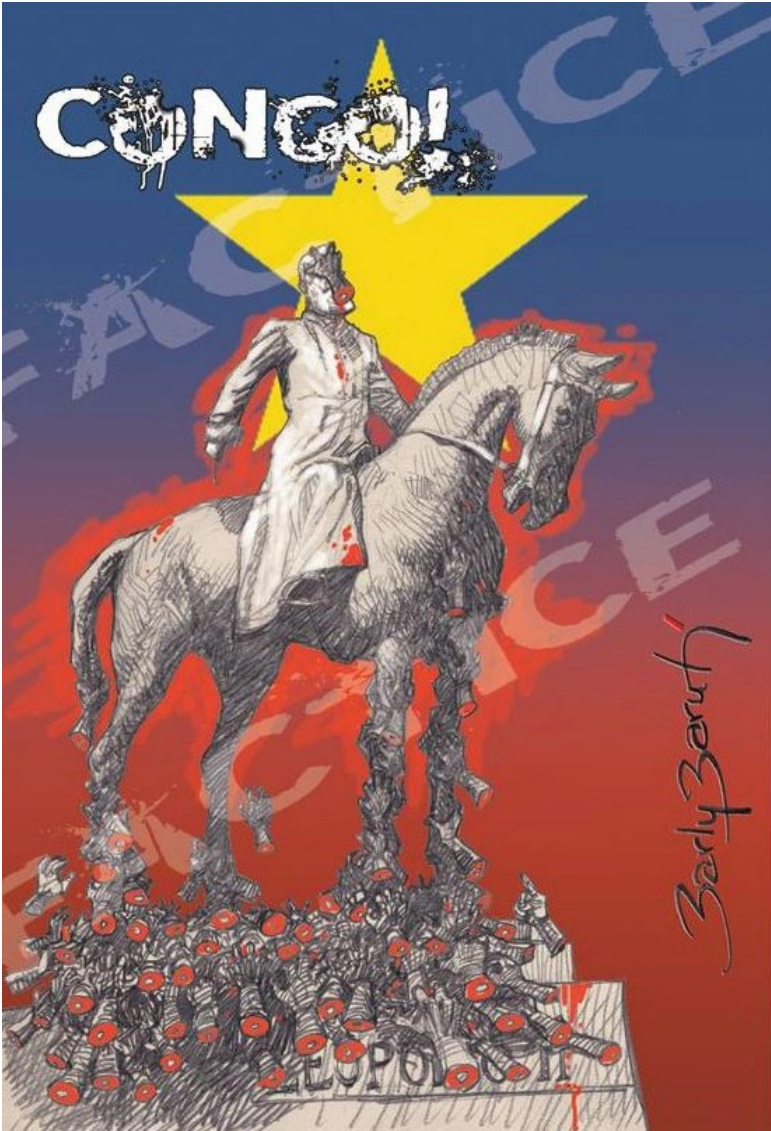
# LES CONGOLAIS SE BATTENT POUR LEURS PROPRES RICHESSES



Dossier n° 77 |

Institut Tricontinental de recherche sociale, Centre culturel  
Andrée Blouin, Centre de recherche sur le Congo-Kinshasa et  
Likambo Ya Mabele.

Juin 2024



Barly Baruti (DRC), *Congo!*, 2024.

## Les Congolais se battent pour leurs propres richesses

Le cobalt, le lithium et le coltan sont les minerais clés pour faire avancer la quatrième révolution industrielle. La République démocratique du Congo (RDC) représente environ 71 % de la production mondiale totale de cobalt et 35 % de celle du coltan<sup>1</sup>. Tant que ces minerais existeront au Congo, différentes forces chercheront à déstabiliser le pays. Mais ces minerais ne sont pas la source du problème : le véritable coupable, c'est le capitalisme. Quelle est la différence entre la Norvège, par exemple, qui est un pays riche en ressources naturelles et qui possède des réserves pétrolières lucratives, et la RDC ? La RDC a été placée au bas de la chaîne de production capitaliste, ses ressources sont exploitées et la violence se poursuit en toute impunité.

Si la RDC est l'un des pays les plus riches du monde en termes de ressources, sa population est l'une des plus pauvres. Le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) estime que la RDC possède des réserves de minerais inexploitées d'une valeur de 24 000 milliards de dollars, ainsi que la moitié des ressources en eau et la moitié de la couverture forestière de l'Afrique et 80 millions d'hectares de terres arables ayant la capacité de nourrir l'ensemble du continent<sup>2</sup>. En 2022, le cuivre et le cobalt ont été exportés pour un total combiné de 25 milliards de dollars, soit plus d'un tiers du PIB du Congo cette année-là<sup>3</sup>. Malgré cette énorme richesse en ressources naturelles, les habitants de la RDC luttent pour survivre. La même année, la Banque mondiale a constaté qu'environ 74,6 % de la

population de la RDC vivait avec moins de 2,15 dollars par jour, et qu'un Congolais sur six vivait dans l'extrême pauvreté<sup>4</sup>. L'écart entre la richesse nationale du pays et l'extrême pauvreté que vit la majorité est stupéfiant.

La RDC est classée 180e sur 193 pays selon l'Indice de développement humain 2022<sup>5</sup>. Cela signifie que la population du Congo est également confrontée à la faim et à un accès insuffisant à des infrastructures de base décentes, des conditions qui sont liées à une longue histoire d'exploitation et à un manque de gouvernance efficace. Les femmes congolaises en particulier vivent des situations encore plus difficiles en raison d'un sexisme endémique, de l'utilisation de la violence basée sur le genre dans les conflits armés et de la pauvre qualité des services sociaux. Par exemple, le taux de mortalité maternelle y est près de trois fois supérieur à la moyenne mondiale<sup>6</sup>. Si les femmes participaient pleinement à la vie publique à l'époque précoloniale, elles ont été totalement exclues et opprimées au cours de la période post-coloniale.

Cette situation ne peut être imputée uniquement aux conflits en cours dans le pays, qui ont causé la mort de plus de six millions de personnes depuis 1996<sup>7</sup>. Ces conflits, qui impliquent toute une série d'acteurs, sont la conséquence d'une importante inégalité des richesses. Mais sous la violence et la faiblesse institutionnelle de l'appareil d'État se cache une force plus maligne, active dans la région depuis près de deux siècles que nous décrirons dans ce dossier. Cette force a conduit au pillage de la terre et de ses ressources à des fins de profit sans limite. La RDC d'aujourd'hui est hantée par la traite transatlantique des êtres humains (du 15e au 19e siècle), par la

colonisation du roi Léopold II (1884-1908) et sa poursuite par l'État belge (1908-1960). Elle est hantée par le sabotage de la souveraineté du pays par l'assassinat de son premier dirigeant démocratiquement élu, Patrice Lumumba (1925-1961), et par la subordination de ses élites aux agendas des grandes sociétés minières multinationales. En d'autres termes, l'écart de richesse s'explique facilement, mais il est tout aussi facile de l'enfouir dans le marasme de siècles de propagande raciste et de décennies de mauvaise gestion des ressources.

Ce dossier démontre que le peuple congolais lutte contre le vol de ses richesses non seulement depuis la formation en 1958 du *Mouvement National Congolais* (MNC) – qui cherchait à s'affranchir de la Belgique et à contrôler les vastes ressources naturelles du Congo – mais même plus tôt, à travers la résistance de la classe ouvrière entre les années 1930 et 1950. Ce combat n'a pas été facile et n'a pas été couronné de succès. La RDC reste dominée par l'exploitation et l'oppression aux mains d'une puissante oligarchie congolaise et de sociétés multinationales qui opèrent sous l'égide de la première. En outre, le pays souffre, d'une part, des guerres d'agression menées par ses voisins, le Rwanda et l'Ouganda, aidés par des milices supplétives, et, d'autre part, de l'attitude des institutions multilatérales, telles que la Banque mondiale et le FMI, qui imposent des politiques néolibérales comme condition préalable à l'obtention de prêts.<sup>8</sup>

Plusieurs des éléments les plus importants de l'infrastructure mondiale moderne dépendent des minerais et des métaux extraits en RDC, tels que le coltan, le cobalt, le cuivre, les diamants, l'or, le tungstène et l'uranium. Par exemple, les éléments constitutifs de l'économie mondiale numérisée sont extraits de pays comme la RDC à des



coûts très bas. Les milices s'assurent la main-d'œuvre par la force, ce qui se traduit par des salaires faibles ou nuls pour les mineurs et les autres travailleurs dans les zones minières industrielles. En raison de ces conditions de travail, le taux d'exploitation des travailleurs qui produisent l'iPhone – symbole omniprésent du produit final du minerai – est vingt-cinq fois plus élevé que le taux d'exploitation des travailleurs du textile dans l'Angleterre du 19<sup>e</sup> siècle.<sup>9</sup>

Le prix des produits numériques est d'autant plus bas que les recettes de l'État congolais sont faibles. Pour prendre l'exemple d'une multinationale qui joue un rôle clé dans l'extraction des ressources de la RDC, Glencore a affiché des bénéfices corrigés du marché de 3,5 milliards de dollars pour 2023 (avant intérêts et impôts).<sup>10</sup> C'est la « subvention » des salaires supprimés (en partie facilitée par le travail contraint et forcé) et la baisse des recettes de l'État qui permettent à cette entreprise de réaliser des bénéfices aussi élevés. Sans le sang, la sueur et la misère de la partie congolaise du « milliard d'en bas » et des matières premières qu'elle produit, les entreprises du Nord ne seraient pas en mesure d'engranger des profits aussi élevés.





## Les misères d'aujourd'hui trouvent leurs racines dans le colonialisme

En septembre 1876, le roi Léopold II de Belgique a organisé la Conférence géographique de Bruxelles, censée discuter de la misérable traite transatlantique d'êtres humains provenant du continent africain. Le véritable objectif de la conférence était cependant de mettre en place ce qui allait devenir le syndicat financier *Comité d'études du Haut-Congo* (en 1878, puis *l'Association internationale du Congo* (AIC) en 1879. L'AIC a engagé le journaliste américain Henry Morton Stanley pour se rendre au Congo et obtenir « une part de ce magnifique gâteau africain » pour Léopold II, comme l'a dit le roi.<sup>11</sup> Puis, lors de la conférence de Berlin sur le partage de l'Afrique entre les puissances coloniales (1884-1885), Léopold II a créé *l'État indépendant du Congo* (EIC). Des siècles de préhistoire du Congo ont disparu lorsque l'EIC a traité les vastes terres arables, 80 fois plus grandes que la Belgique de Léopold, comme des *terra nullius* (« territoire sans maître ») et a mis en place une économie de plantation brutale.

Leur ancien mode de vie ayant été attaqué, des millions d'Africains du Congo appartenant à un large éventail de groupes ethniques ont enduré un état de violence soutenu, animé par la demande de l'EIC en matière de caoutchouc et d'autres produits de base nécessaires pour alimenter la révolution industrielle. Beaucoup ont eu les mains et les pieds coupés (1 308 mains coupées ont été apportées au commissaire colonial en une seule journée), beaucoup ont été tués par des armes plus avancées (comme la mitrailleuse Maxim) et ont subi

des raids systématiques et des incendies de leur village.<sup>12</sup> Sous le règne de Léopold, de 1865 à 1909, la *Force Publique* du roi a créé un tourbillon d'argent, de meurtres et de désordre qui s'est déplacé de la région du Grand Bakongo ou Boko à l'ouest jusqu'au Katanga dans le sud-est. Les quatre grands groupes sociaux qui se trouvaient sur le chemin de ce tourbillon étaient les paysans Kongo et Kuba et les peuples apparentés du Bas-Congo, ainsi que les pasteurs Luba et Lunda et les paysans de subsistance du Congo oriental.<sup>13</sup> De 1876 à 1889, les Belges ont tenté de créer au Bas-Congo une colonie basée sur l'extraction de l'arachide et de l'huile de palme. De 1891 à 1895, l'ivoire et le caoutchouc se disputent la première place. De 1896 à 1908, l'extraction du caoutchouc a transformé le Bas-Congo et les parties de la colonie situées au nord et à l'est de Stanley Pool (aujourd'hui Malebo Pool) en un véritable charnier<sup>14</sup>. De 1906 aux années 1930, une colonie minière a été imposée aux régions du Kasai, du Katanga et de l'Ituri. En octobre 1903, à l'apogée du règne violent de Léopold, Bellamy Storer (ambassadeur des États-Unis auprès de l'Empire austro-hongrois et admirateur du roi des Belges) demande au président étasunien Theodore Roosevelt : « Quand l'humanité a-t-elle "répandu l'influence civilisatrice d'une race supérieure" sans se montrer impitoyable ? »<sup>15</sup>

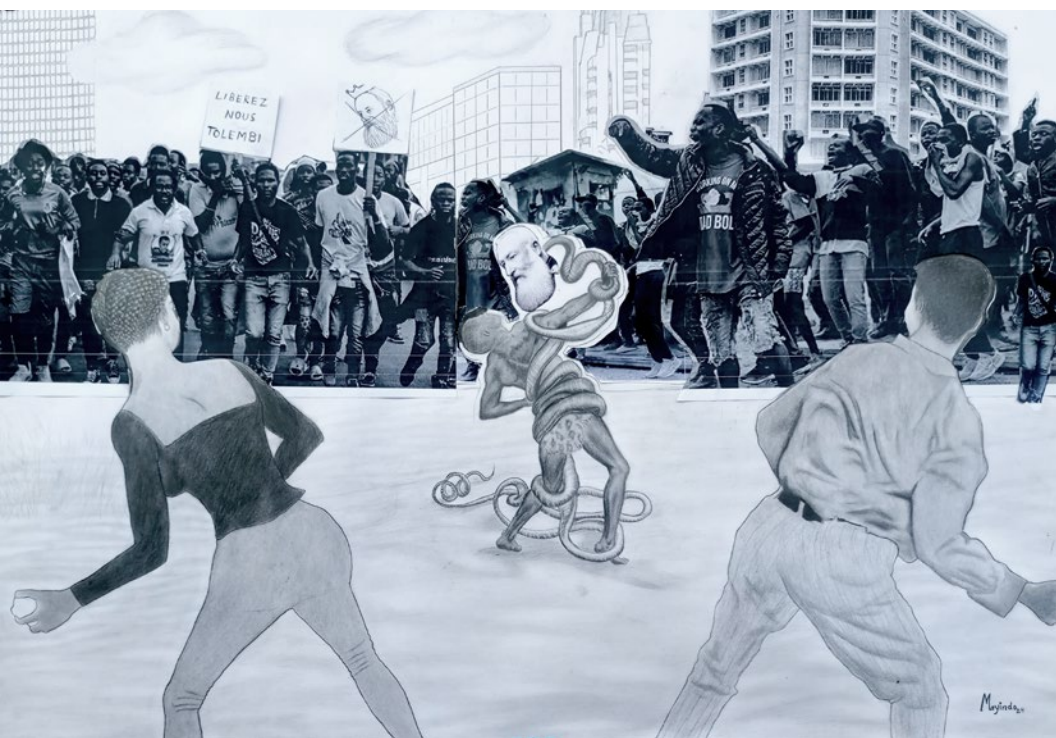
Bien que le peuple congolais ait finalement été réprimé, il a néanmoins répondu aux incursions coloniales par une résistance collective généralisée. De 1900 à 1905, des groupes locaux ont lancé des attaques contre les stations et les plantations coloniales et se sont emparés de Luebo, la capitale de la région du Kasai, riche en caoutchouc, aux mains des forces coloniales.<sup>16</sup> En 1915, un mouvement spirituel populaire dirigé par Maria N'koi a combiné la médecine

traditionnelle et le soulèvement armé pour s'opposer à la taxation coloniale et refuser le travail forcé dans le sud du Congo.<sup>17</sup> Pour sa rébellion, N'koi a été capturée et exilée par les autorités belges. Les Africains de l'Est du Congo ont été contraints de s'enfoncer dans les montagnes et les forêts denses ou de traverser les lacs Albert et Edward (aujourd'hui connus localement sous les noms de Mwitanzige et Rutanzige) pour rejoindre l'Ouganda et le Rwanda.<sup>18</sup>

Les efforts considérables déployés pour créer des sociétés minières et forcer les travailleurs africains à extraire les ressources souterraines convoitées telles que le charbon, le cobalt, les diamants, l'or, le fer, les opales, le manganèse, le platine, l'étain et l'uranium sont devenus un élément central de l'exploitation au Congo. Parmi ces efforts, ceux de *l'Union Minière du Haut-Katanga* (connue aujourd'hui sous le nom d'Umicore) ont été les plus importants et les plus lucratifs<sup>19</sup>. La compagnie minière a façonné la main-d'œuvre à partir d'une vaste réserve de recrues africaines potentielles, mais elle craignait fortement que celles-ci ne deviennent une classe ouvrière revendiquant des salaires décents et un pouvoir de décision sur le lieu de travail. Malgré cette crainte et le recours à des niveaux de violence quasi génocidaires pour empêcher les travailleurs de devenir une force politique, l'entreprise n'a pas réussi à endiguer la croissance d'une classe ouvrière africaine.<sup>20</sup>

La violence a également été employée par différentes branches de l'État, telles que l'agence de recrutement parapublique *Bourse du Travail du Katanga* et l'armée coloniale *Force Publique*, ainsi que par des agences de recrutement privées. Ces institutions coloniales travaillaient avec les chefs locaux pour exercer leur pouvoir, et si les

chefs résistaient, ils étaient renversés, même si cela n'était pas toujours facile<sup>21</sup>. Ce mécanisme de coercition a été renforcé par une idéologie de supériorité raciale, que les Belges ont utilisée pour justifier l'usage de la force et empêcher les Africains d'accéder aux institutions de l'État ou au pouvoir d'État proprement dit. Au début de la domination belge, presque tous les Européens croyaient sincèrement au mythe de la sauvagerie africaine et imposaient sans pitié leur version de l'ordre politique aux populations indigènes. Le racisme colonial est la genèse d'une illusion, mais qui a puissamment influencé le rythme de l'occupation coloniale.



Jardy Ndombasi (DRC), *Soulèvement populaire et souveraineté*, 70x100cm, technique mixte, 2024.

## La lutte du peuple congolais pour la souveraineté et la dignité

L'occupation allemande de la Belgique (1940-1945) a fait voler en éclats l'idée que l'État colonial belge (communément appelé *Bula Matadi* ou « briseur de pierres ») était invincible. En 1941, les travailleurs africains des mines d'étain de Kikole (province du Katanga) se sont mis en grève et ont parlé de réquisitionner des Jeeps et de se joindre aux Africains d'autres parties du continent dans leur lutte. « Les Blancs ont été vaincus en Europe par les Noirs du Kenya et d'Amérique. Pourquoi ne pourrions-nous pas les vaincre ici aussi ? », a déclaré un leader de la grève. « Nous avons le droit de manger des œufs et de posséder des automobiles, tout comme les Blancs. Nous allons entrer dans ce magasin et nous répartir le stock. Il nous appartient de toute façon, puisque *l'Union Minière* a acheté ces biens avec notre travail<sup>22</sup>. » La grève s'est étendue à tout le Katanga (Haut-Katanga aujourd'hui), où l'exploitation minière était la plus concentrée, grâce à la proximité et au soutien total des familles paysannes des travailleurs. Cette vague de grèves s'est étendue aux soldats, qui se sont mutinés contre la *Force Publique* en 1944, puisant leurs racines dans les luttes ouvrières et paysannes, des usines d'Elisabethville et de Jadotville (aujourd'hui Lubumbashi et Likasi) au sud jusqu'aux mines d'étain au nord.<sup>23</sup>

Le gouvernement colonial a accéléré cette vague de résistance en imposant à la paysannerie des objectifs de productivité accrue pour répondre aux exigences de la guerre, tout simplement irréalisables dans ces circonstances. Les rapports gouvernementaux font état

de pousses de riz pourrissant sur des terres inondées et de champs abandonnés dont le sol avait déjà été labouré en vue de la plantation<sup>24</sup>. L'insuffisance de la production de cultures commerciales a été encore aggravée par le fait que la main-d'œuvre dans les zones rurales a diminué d'au moins 20 %, la génération des années 1930 et 1940 ayant émigré à la recherche d'un emploi, davantage poussée par la nécessité économique et la survie pure et simple que par le désir de devenir des cultivateurs autosuffisants<sup>25</sup>. Tout cela a mis fin à l'agriculture paysanne indépendante, dont la disparition a été célébrée par les grandes entreprises, convaincues de pouvoir enfin assumer le coût de la reproduction de la main-d'œuvre industrielle.

Avec la destruction des communautés paysannes Luba, Lunda et Chokwe, des milliers de personnes ont été chassées des terres communales et dirigées vers les chantiers occidentaux de la compagnie minière. Des aristocrates lunda avides et des paysans luba et chokwe aisés, auxquels le gouvernement avait conféré des titres de chef, se sont emparés des terres abandonnées en revendiquant des liens avec les Lunda, les Chokwe ou d'autres ethnies des ouvriers qui travaillaient pour eux<sup>26</sup>. Les futurs politiciens congolais qui ont collaboré avec les impérialistes – comme Moïse Tshombé (chef de l'État sécessionniste du Katanga) et Godefroid Munongo (qui a participé au complot visant à assassiner et à supplanter Lumumba) – sont les descendants de ceux qui ont poussé les paysans à cultiver des produits de rente, tels que le coton et le sésame, qui sont devenus le signe avant-coureur de la dépossession et de la famine.

Même face à cette sombre réalité, les prolétariats agricoles et industriels n'ont pas été découragés par la répression de la vague de grèves



et de mutineries. Au lieu de cela, la frustration liée à leurs demandes non satisfaites a alimenté un courant de mécontentement qui a gagné l'ensemble de la population congolaise au cours des dernières années de la Seconde Guerre mondiale. L'État colonial belge a perdu le contrôle des campagnes en 1957, et les soulèvements urbains massifs du 4 janvier 1959 ont souligné la perte d'influence de la Belgique sur la classe ouvrière urbaine.<sup>27</sup>

En décembre 1958, le Premier ministre ghanéen Kwame Nkrumah a accueilli à Accra la Conférence panafricaine des peuples, réunissant les dirigeants et les principaux militants des mouvements nationalistes anticoloniaux de tout le continent pour discuter des stratégies visant à éjecter les puissances coloniales et à unifier l'Afrique. Parmi eux figuraient Amílcar Cabral, Frantz Fanon, Gamal Nasser, Sékou Touré et, représentant le Congo, Gaston Diomi, Patrice Lumumba et Joseph Ngalula. Les représentants congolais étaient des dirigeants du Mouvement national congolais (MNC), fondé la même année pour lutter pour l'indépendance vis-à-vis de la Belgique et pour un système de développement économique dirigé par l'État et fondé sur un engagement envers tous les peuples du Congo (et pas seulement un groupe ethnique). Pour le Congo, cette conférence a marqué le début de l'internationalisation de la lutte qui se développait dans les villages, les usines et les villes minières. Comme l'a déclaré Lumumba lors de la conférence :

« Notre mouvement a pour but fondamental la libération du peuple congolais du régime colonialiste et son accession à l'indépendance. [...] nous avons la même conscience, la même âme qui baigne jour et nuit dans l'angoisse, les mêmes soucis de faire de ce continent africain

un continent libre, heureux, dégagé de l'inquiétude, de la peur et de toute domination colonialiste. »<sup>28</sup>

Ces réseaux panafricains sont devenus une source importante de solidarité et de collaboration. Par exemple, c'est grâce à ces liens qu'en 1960, le leader du Parti solidaire africain (PSA) Antoine Gizenga (premier vice-premier ministre sous Lumumba) a pu rencontrer Andrée Blouin, originaire de la République centrafricaine, leader panafricaine qui, aux côtés de Sékou Touré, a travaillé avec le Parti démocratique de Guinée et a joué un rôle clé dans l'organisation des femmes en Guinée. Gizenga et Lumumba ont envoyé Andrée Blouin en campagne pour mobiliser les femmes et, en l'espace d'un mois, elle a fait adhérer 45 000 membres au Mouvement Féminin de Solidarité Africaine des régions de l'ouest et du centre du Congo. Grâce à ces efforts, les femmes congolaises, qui avaient déjà commencé à s'auto-organiser dans des associations sociales et économiques urbaines au cours des années 1930, ont joué un rôle encore plus important dans le mouvement de décolonisation de la région et du MNC.<sup>29</sup>

Lumumba et le MNC ont exprimé les aspirations des paysans du Pendé qui se sont soulevés en 1931, des mineurs du Katanga qui se sont mis en grève en 1941 et des dockers qui ont fait grève en 1945, ainsi que la frustration de la petite bourgeoisie à l'égard de l'État colonial. Les dirigeants *évolués* du MNC ont radicalisé leur propre politique en parlant d'émancipation et d'indépendance immédiate, faisant ainsi écho à d'autres mouvements de décolonisation en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

## La reconquête du Congo

Le 30 juin 1960, le gouvernement belge est contraint de concéder l'indépendance au Congo. La province du Katanga, riche en minerais, est l'exception qui confirme la règle, dans la mesure où le pouvoir belge s'exprime à travers le sécessionniste Moïse Tshombé et son plus sinistre ministre de l'Intérieur Godefroid Munongo. Au Katanga, le véritable pouvoir économique et civil continue de résider dans l'*Union Minière du Haut-Katanga* et ses forces de sécurité, ces dernières faisant office de corps d'officiers pour les forces militaires de l'État indépendant du Katanga<sup>30</sup>. Lumumba a tenté de mettre fin à cette mascarade lors de son premier discours en tant que premier ministre, qu'il a commencé en énumérant les 80 années d'abus que le peuple congolais avait endurées sous la domination coloniale belge. La fin du discours de Lumumba, prononcé en présence du roi des Belges Baudouin Ier, a donné des frissons à la foule et aux Congolais qui l'écoutaient à la radio. « Nous avons connu nos terres spoliées au nom de textes prétendument légaux, qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort. [...] Nous [le peuple congolais] allons établir, ensemble, la justice sociale, et assurer que chacun reçoive la juste rémunération de son travail », a déclaré Lumumba. « Nous ne sommes plus vos singes. »<sup>31</sup>

Les gouvernements de Gaston Eyskens (Belgique) et de Dwight D. Eisenhower (États-Unis) se sont rejoints dans leur détermination à éliminer Lumumba avant qu'il ne puisse consolider un processus viable de recherche de la dignité et de la souveraineté pour le Congo<sup>32</sup>. Les deux pays dépendaient notamment des matières premières du Congo, comme l'uranium des mines de Shinkolobwe,

que les États-Unis ont utilisé dans les bombes atomiques qu'ils ont lancées sur Hiroshima et Nagasaki en 1945 et qu'ils considéraient comme un atout stratégique.<sup>33</sup>

Le 17 janvier 1961, moins de six mois après avoir été nommé premier ministre de la RDC, Lumumba est assassiné au Katanga et le processus politique qu'il dirigeait est démobilisé. Les puissances occidentales, en particulier les États-Unis, ont considéré que les quelque cent mille vies congolaises perdues dans les conflits qui ont suivi de 1961 à 1967 et la dictature sanguinaire du gouvernement fantoche de Mobutu Sese Seko de 1965 à 1997 n'étaient qu'un petit prix à payer dans le cadre de la guerre froide, où les matières premières stratégiques du Congo donnaient aux puissances de l'OTAN un avantage décisif sur l'Union soviétique.<sup>34</sup>

Néanmoins, les personnes qui ont payé ce « prix » ont opposé une résistance généralisée, qui s'est traduite par de nouvelles effusions de sang. Par exemple, lors des soulèvements contre la dictature de Mobutu dans les années 1960, menés par Pierre Mulele, les rebelles se sont emparés de villes industrielles comme Kolwezi et ont ensuite invité les travailleurs à former des tribunaux et à identifier les responsables et les contremaîtres qui les avaient brutalisés. Parfois, des exécutions sommaires suivaient les décisions des tribunaux<sup>35</sup>. Lorsque les forces de Mobutu ont repris les villes industrielles, souvent avec l'aide de mercenaires blancs venus d'Europe et des États-Unis, les habitants et les travailleurs industriels qui s'étaient rangés du côté des rebelles ont été massacrés en masse, ainsi que leurs familles<sup>36</sup>. Seuls ceux qui avaient fui avant l'arrivée des hordes de Mobutu ont échappé au massacre.

Pendant la dernière décennie du règne de Mobutu, période au cours de laquelle la classe ouvrière industrielle mondiale s'est développée, l'intervention militaire et l'expansion politique des pays voisins, le Rwanda et l'Ouganda, ont plongé la région des Grands Lacs dans la guerre, favorisant le pillage des ressources par les sociétés transnationales. Le niveau de délabrement de l'État sous Mobutu et les migrations provoquées par le génocide rwandais de 1994 ont exacerbé le pillage effréné des richesses du Congo, ce qui a alimenté de violents conflits.<sup>37</sup>

La tentative des Congolais d'établir la souveraineté de leur nouvel État et de lutter pour leur dignité en transformant la société coloniale qui a façonné leur vie a été contrecarrée par la reconquête de l'Occident. Cette structure néocoloniale est restée en place pendant la dictature de Mobutu Sese Seko (1965-1997), puis sous les gouvernements post-dictatoriaux – malgré leurs orientations politiques différentes – de Laurent-Désiré Kabila (1997-2001), Joseph Kabila (2001-2019) et Félix Tshisekedi (de 2019 à aujourd'hui). Malgré les noms des partis politiques des trois derniers présidents congolais – l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo/Zaire, le Parti populaire pour la reconstruction et la démocratie et l'Union pour la démocratie et le progrès social – la RDC n'a pas connu de véritable démocratie, de reconstruction ou de progrès social.



Monsembula Nzaaba Richard ("Monzari") (DRC), *Aurore Africaine*, 2024.

## Un véritable enfer

En 2018, la RDC produisait 71 % du cobalt utilisé dans les téléphones portables, les ordinateurs et les voitures électriques du monde entier<sup>38</sup>. Il y a environ 6,5 g de cobalt dans chaque téléphone portable, 1,5 kilogramme dans chaque ordinateur et 13 kilogrammes dans chaque batterie de voiture électrique. Comme de plus en plus d'appareils mécaniques sont alimentés par des batteries électriques, des mixeurs de cuisine aux souffleuses à neige, le monde va devenir de plus en plus dépendant du cobalt et de la main-d'œuvre congolaise. Étant donné que les batteries électriques qui contiennent plus de cobalt que de lithium ont moins tendance à exploser ou à s'enflammer, et que les véhicules électriques à batterie sont commercialisés comme une alternative « verte », les multinationales du secteur considèrent de plus en plus le cobalt comme une ressource stratégique permettant d'accroître les bénéfices futurs.

Cependant, ce minerai – et l'alternative « verte » qu'il est souvent censé représenter – est teinté de la sueur et du sang de près d'un demi-million d'hommes, de femmes et d'enfants congolais qui l'extraient. Qu'ils soient employés directement par des entreprises ou des mineurs « artisanaux », ils travaillent dans des mines à ciel ouvert et des puits dangereux d'une profondeur d'au moins 20 mètres, très exposés aux éboulements, aux glissements de terrain et à la perte soudaine d'oxygène causée par le feu que les travailleurs utilisent pour chauffer le minerai. La plupart des employés directs sont pourvus de quelques équipements et machines de sécurité, bien qu'insuffisants, tandis que la plupart des mineurs artisanaux ne disposent que de la force de leurs mains pour extraire ce métal précieux.<sup>39</sup>



Bien que le travail des mineurs artisanaux fasse partie intégrante de la production des multinationales, ces dernières les dédommagent à peine pour leur contribution. Pour prendre un exemple parmi tant d'autres, au cours de la dernière décennie, Glencore les a encouragés à travailler sur ses concessions louées afin d'augmenter sa production de cobalt. Au cours de cette période, le prix payé aux mineurs s'est effondré, passant de 40 dollars à 13,50 dollars la livre<sup>40</sup>. Le salaire réel de tous les mineurs de cobalt, qu'ils travaillent de manière indépendante ou qu'ils soient salariés d'une entreprise, n'est pas beaucoup plus élevé que le salaire du milliard des travailleurs les plus mal payés, qui est de 1 ou 2 dollars par jour.

Selon les estimations de l'UNICEF pour 2014, 40 000 de ces mineurs artisanaux sont des enfants âgés de huit ans à peine, bien que les chiffres du gouvernement congolais et des sociétés minières suggèrent que ce nombre ne reflète pas du tout la réalité.<sup>41</sup> Ces enfants n'ont guère d'autre choix que de travailler, car leurs parents n'ont pas d'emploi formel et n'ont souvent pas les moyens d'acheter de la nourriture ou de payer les frais de scolarité<sup>42</sup>. Avec les femmes mineuses, ils constituent le segment le plus vulnérable de la main-d'œuvre et courent un plus grand risque d'être mutilés ou tués. En outre, de nombreux enfants qui travaillent dans les mines boivent et fument beaucoup et ne sont payés que pour de la nourriture et un endroit où dormir. Yanick Kalumbu Tshiwengu, qui a commencé à travailler dans les mines à l'âge de 11 ans, raconte : « C'était un véritable enfer. Nous avons vu des choses qu'aucun enfant ne devrait voir. Il y avait une culture du viol et de la violence. Les filles étaient souvent victimes de viols, et nous autres, enfants, ne pouvions rien

faire pour l'empêcher. Des vies ont parfois été perdues pour quelques francs. »<sup>43</sup>

Une fois que les mineurs artisanaux ont ramené le cobalt à la surface, le minerai extrait doit être lavé, concassé, trié et mis en sacs de 25 ou 50 kilogrammes, un processus connu sous le nom de *droumage*, qui est généralement effectué par les femmes et les enfants. Le plus souvent, ils travaillent debout dans l'eau sale du lac Malo, près de Kolwezi, qui leur arrive à la taille. Les femmes enceintes qui pratiquent le *droumage* absorbent souvent des toxines qui provoquent chez leurs enfants des handicaps ou des malformations à la naissance<sup>44</sup>. En outre, une exposition continue à la poussière de cobalt peut entraîner une maladie pulmonaire due aux métaux durs, potentiellement mortelle, et l'inhalation de particules de cobalt pendant plusieurs heures par jour peut provoquer un essoufflement, une diminution de la fonction pulmonaire, de l'asthme et une dermatite chronique.

## Entre le pillage des multinationales et les investissements chinois

Moins d'une décennie après la nationalisation par le gouvernement congolais de tous les droits miniers et minéraux (en 1966), puis par l'Union Minière (en 1967), les pays du Sud ont subi la pression de la finance internationale pour privatiser leurs secteurs miniers nationalisés, à mesure que le néolibéralisme se répandait dans le monde entier au cours des années 1970. En RDC, si les pressions du FMI et de la Banque mondiale ont conduit à un début de privatisation dans les années 1980, ce n'est que plus tard, avec le code minier de 2002, que cette tendance a commencé à dévaster l'économie, en grande partie à cause des troubles politiques et de la période de guerre qui ont marqué le pays de 1996 à 2003. La faiblesse de l'État due à cette guerre, l'insensibilité des nouveaux dirigeants politiques à Kinshasa et les conseils de la Banque mondiale ont poussé la RDC à proposer des accords avantageux pour les multinationales minières au détriment de la population.

En 2002, un nouveau code minier en RDC a permis aux entreprises étrangères – toutes originaires des États-Unis et d'Europe – de bénéficier d'une fiscalité favorable, d'incitations à l'exploration, d'une porte ouverte aux profits des expatriés et du droit de contourner les réglementations en matière de travail et d'environnement. Le code interdisait toute modification pendant 10 ans et contenait une clause selon laquelle toute modification du régime fiscal ne pourrait pas entrer en vigueur avant 2022. La commission Lutundula de 2005 a ensuite révélé que le président de l'époque, Joseph Kabila,

et d'autres fonctionnaires s'étaient secrètement entendus avec des entreprises pour obtenir de petits gains personnels, dérisoires face aux avantages massifs accordés aux entreprises étrangères.<sup>45</sup>

Lors d'une réunion de la Banque africaine de développement en décembre 2008, président du Botswana de l'époque, Festus Mogae, a déclaré que les exonérations d'impôts et de redevances accordées aux multinationales minières empêchaient les États africains de conserver une part équitable des bénéfices tirés de l'extraction des ressources, raison pour laquelle, a-t-il poursuivi, « il est nécessaire de renégocier certaines d'entre elles<sup>46</sup> ». En 2011, la RDC a tenté de réviser le code minier, mais cette tentative n'a apporté que des avantages supplémentaires aux entreprises étrangères.

L'entrée de l'État chinois et des entreprises privées chinoises en Afrique au cours des deux dernières décennies a créé une concurrence avec les pays du Nord et leurs sociétés minières. C'était la première fois que ces multinationales étaient confrontées à une concurrence directe, ce qui a permis au gouvernement congolais de modifier le code minier en 2018 dans des conditions plus avantageuses. Ce nouveau code a supprimé la « clause de stabilité » qui garantissait aux sociétés minières une protection de 10 ans, a augmenté les taux de redevance de l'État congolais pour les métaux non ferreux et les métaux de base (tels que le cobalt et le cuivre) de 2 % à 3,5 %, et a permis d'augmenter les taux de redevance à 10 % pour les « substances stratégiques » telles que le coltan et le lithium<sup>47</sup>. En outre, l'État chinois est entré sur le marché africain avec un programme de développement très différent des campagnes de pression menées par les gouvernements du Nord, comme nous le verrons.

Les entreprises chinoises, aidées par les lignes de crédit des banques chinoises, ont commencé à acheter d'importantes exploitations de cobalt, prenant finalement le contrôle de 15 des 17 complexes miniers de la RDC. Dans le débat sur l'extractivisme, le Nord, soucieux de faire avancer son propre agenda, a fait une fixation sur le rôle de la Chine dans la région en tant que premier consommateur mondial de cobalt, qu'elle utilise à près de 80 % dans son industrie des batteries rechargeables<sup>48</sup>. Ce que l'on oublie souvent de dire, c'est qu'en tant que plus grand pays manufacturier du monde, la Chine utilise les minerais et les métaux congolais pour produire des biens qui sont consommés dans le monde entier, y compris en RDC et dans les pays du Nord.

L'intérêt de la Chine est donc de maintenir la transformation des minerais et des métaux en RDC et de construire une base industrielle pour le pays. Il s'agit d'une politique qui s'écarte de l'agenda du FMI pour la RDC. Furieux de l'approfondissement des liens entre la RDC et la Chine, le gouvernement étasunien a usé de son influence sur le FMI pour saboter la tentative de la RDC de renégocier un accord avec la Sicomin, une coentreprise dont les principaux actionnaires sont China Railway Group et Power Construction Corporation of China, ou PowerChina, ainsi que Zhejiang Huayou Cobalt (avec une participation de 1 %) et la société minière nationale de la RDC, la Gécamines (avec une participation de 32 %).<sup>49</sup>

Peu après son entrée en fonction en janvier 2019, le président de la RDC, Félix Tshisekedi, a indiqué la nécessité de renégocier un accord entre la RDC et la Chine datant de 2008, qui prévoyait l'affectation de 6 milliards de dollars provenant de la Sicomin au financement

de projets d'infrastructure locaux. Pourquoi Félix Tshisekedi tenterait-il de mettre en péril un financement d'infrastructure de 6 milliards de dollars ? Parce que les bailleurs de fonds occidentaux et le gouvernement étasunien s'en servaient pour renforcer leur sabotage de l'économie de la RDC et punir le pays pour sa proximité croissante avec la Chine. Juste après la signature de l'accord de 2008, les bailleurs de fonds occidentaux, qui détenaient la part du lion de la dette extérieure de la RDC, ont retenu 11 milliards de dollars au titre de l'allègement de la dette de la RDC<sup>50</sup>. L'ambassadeur de Chine en RDC de l'époque, Wu Zexian, a critiqué cet appel à la renégociation en le qualifiant de « chantage »<sup>51</sup>. Lorsque la RDC a refusé d'accepter la demande des bailleurs de fonds, le FMI – soutenant ceux-ci – a déclaré que l'accord avec la Sicominex devait être renégocié avant de pouvoir discuter d'un nouvel allègement de la dette. La secrétaire d'État américaine de l'époque, Hillary Clinton, s'est rendue à Kinshasa pour discuter de la situation avec le gouvernement du président Joseph Kabila et, peu après, l'accord a été modifié pour n'accepter que la moitié du financement de la Sicominex<sup>52</sup>. La banque chinoise Exim, principal bailleur de fonds de l'opération, s'est retirée en raison de désaccords avec les conditions imposées par le FMI, ce qui a privé la Sicominex d'un accord de financement stable à un moment où aucune opération minière n'avait commencé et où, par conséquent, aucun revenu n'était généré. C'est en partie pour cette raison que les projets ont été bloqués. Depuis l'amendement, moins d'un tiers de l'allocation révisée de 3 milliards de dollars pour les infrastructures, influencée par l'accord du FMI de 2009, a été versé.

Sachant que l'accord restait sur la table, le président Tshisekedi a rouvert le dialogue avec la Chine en 2019. Le 20 janvier 2024, la RDC a finalisé la renégociation de son contrat de minerais contre infrastructures avec la Chine, qui a fourni un financement de 7 milliards de dollars. L'accord est issu d'une coentreprise d'exploitation de cuivre et de cobalt entre la Gécamines (société minière publique de la RDC) et la Sicomin. Selon *Bloomberg*, dans le cadre de l'accord, la Gécamines recevra une redevance de 1,2 % sur les recettes de la Sicomin et le droit de commercialiser 32 % de sa production<sup>53</sup>. En outre, l'accord renégocié en 2024 a mis à jour le financement afin de mettre l'accent principalement sur la construction de routes nationales. Cela est essentiel non seulement pour le fonctionnement du secteur minier, mais aussi pour le bien-être de la population congolaise, car la RDC a moins de routes pavées praticables que tout autre pays de sa taille en Afrique (à titre de comparaison, l'Arabie saoudite, dont la superficie est à peu près la même mais qui est habitée par moins de la moitié de la population de la RDC, a vingt fois plus de routes pavées). L'accord garantit également à la RDC une participation de 40 % dans la centrale hydroélectrique de Busanga, un projet conjoint entre les deux pays qui a été construit par des entreprises chinoises.<sup>54</sup>

Menacé par les renégociations, le gouvernement étasunien est intervenu pour les compromettre. Selon *Africa Intelligence*, les États-Unis ont lancé un programme qui viserait à soutenir les efforts de lutte contre la corruption et à réformer le droit minier en RDC en déployant une équipe d'experts au bureau du président de la RDC et dans les ministères concernés au début de l'année 2020<sup>55</sup>. En outre, dans le cadre d'un effort plus large visant à garantir l'accès



à l'allègement de la dette auprès des donateurs occidentaux en « améliorant » la gouvernance, l'administration Tshisekedi a passé un contrat avec le cabinet d'avocats américain Baker McKenzie fin 2019 et a prévu d'engager des experts juridiques américains pour réaliser des audits anticorruption, qui seraient soutenus financièrement par les départements d'État et du Trésor américains (cela n'a pas été déclaré de manière transparente, la seule déclaration publique étant que ces audits seraient financés par des « tierces parties »)<sup>56</sup>. Les consultants se sont concentrés sur la Sicominex et ont ignoré les problèmes plus généraux de l'industrie minière.

Lorsque la renégociation de la RDC a été annoncée pour 2024, les États-Unis, mécontents du résultat, ont accéléré les discussions autour du projet du corridor de Lobito, une initiative d'infrastructure menée par les États-Unis et l'Union européenne qui s'étend sur la RDC, l'Angola et la Zambie et qui vise à faciliter le transport des minerais de la région vers les marchés commerciaux mondiaux via le port angolais de Lobito<sup>57</sup>. Ce projet, lui aussi, n'est pas conçu pour bénéficier à la population de la RDC, mais pour contester le rôle du capital chinois en RDC et assurer la longévité des entreprises du Nord dans le secteur minier du pays. Aucune des récentes « préoccupations » du Nord concernant le bien-être du peuple congolais n'a abordé son propre rôle dans l'alimentation de la violence pour les ressources dans la région des Grands Lacs africains. Comme l'a dit Amos Hochstein, conseiller principal de Joe Biden pour l'énergie et l'investissement, « un véhicule électrique, c'est avant tout une batterie, et ce qu'il y a dans la batterie, c'est l'Afrique. Il n'y a pas de temps à perdre. Nous avons été absents de la scène pendant trop longtemps<sup>58</sup> ». En d'autres termes, le corridor, ainsi que d'autres

projets tels que le Partenariat pour l'infrastructure et l'investissement mondiaux initié par les États-Unis (une tentative de contester l'initiative de la Nouvelle route de la soie menée par la Chine), font partie de la stratégie géopolitique américaine visant à contrer la Chine. Avec l'abandon des combustibles fossiles au profit de l'énergie éolienne, solaire et électrique, le Congo va continuer à être au centre des discussions.

Il est intéressant de noter que c'est au moment où les entreprises chinoises ont commencé à supplanter les industries minières du Nord et où les investissements chinois ont commencé à construire de nouvelles infrastructures qu'une vague d'intérêt s'est développée dans le Nord au sujet de l'exploitation des travailleurs de la RDC. Un intérêt qui ignore les graves violations commises par les entreprises du Nord et qui feint de se préoccuper du bien-être du peuple congolais afin de servir des intérêts géopolitiques. Lorsque la société privée chinoise CMOC (China Molybdenum Company Limited), qui produit des minerais essentiels aux technologies vertes, a racheté la mine de Tenke Fungurume à la société minière étasunienne Freeport-McMoRan en 2016, l'appareil d'État étasunien a craint que les Chinois ne contrôlent tous les éléments clés des « technologies vertes<sup>59</sup> ». Face à leur impuissance à contester l'achat de la Chine, les États-Unis ont agi dans deux directions : délégitimer les interventions de la Chine en Afrique en se plaignant de l'exploitation chinoise du travail des enfants et exercer une pression politique sur les gouvernements africains pour qu'ils rompent leurs liens avec

la Chine<sup>60</sup>. Cela montre que les États-Unis et leurs alliés s'attachent à garantir leurs intérêts économiques et géopolitiques en ravivant les tactiques de la guerre froide.

L'intervention des États-Unis sur le continent africain pour faire avancer leur propre projet et maintenir leur hégémonie est également illustrée par la teneur du sommet des dirigeants américano-africains de décembre 2022, au cours duquel les gouvernements de la RDC et de la Zambie ont signé un accord avec les États-Unis pour développer une chaîne de valeur de véhicules électriques dans leurs pays, de l'exploitation minière à la chaîne d'assemblage<sup>61</sup>. Toutefois, il convient de noter que les deux pays africains ont déjà signé un accord entre eux pour établir une chaîne de valeur pour la fabrication de batteries électriques en avril 2022<sup>62</sup>. Ainsi, le nouvel accord, annoncé en grande pompe, concernait moins la coordination entre la RDC et la Zambie ou les besoins des populations africaines que la tentative de bloquer la Chine hors du continent africain et de garantir le flux de ressources sous le contrôle des firmes du Nord.



Monsembula Nzaaba Richard ("Monzari") (DRC), *Le peuple a gagné*, 2024.

Photo de référence (au dos) : Patrice Lumumba reçoit un vote de confiance de la Chambre des représentants congolaise le 24 juin 1960, devenant ainsi le premier Premier ministre du pays.

Source : Congopresse via Wikimedia : Congopresse via Wikimedia.

## Le Congo n'est pas à vendre

En juin 2005, la Commission Lutundula, dirigée par le parlementaire congolais Christophe Lutundula, a rendu compte de son enquête sur les contrats miniers et commerciaux signés en RDC entre 1996 et 2003, une période marquée par un conflit intense découlant de la deuxième guerre du Congo (1998-2003)<sup>63</sup>. La commission a constaté que de nombreux contrats étaient illégaux ou ne favorisaient pas le développement du pays et a demandé instamment la résiliation ou la renégociation de 16 d'entre eux ainsi que des enquêtes complémentaires sur 28 entreprises et 17 personnes pour des violations de la loi. Des personnalités politiques de haut rang et des dirigeants d'entreprise ont été mis en cause dans les conclusions de l'enquête. Bien que le rapport propose un moratoire immédiat sur les nouveaux contrats et demande des pouvoirs d'enquête étendus, l'État a signé de nouveaux accords miniers avec un contrôle minimal.

En 2017, la RDC a mis en place l'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé (ARSP) afin de respecter les dispositions du code minier de 2002. L'émergence de l'ARSP est un signe de la tentative de la RDC de prendre le contrôle des minéraux et des métaux dans le pays et de mettre un terme au pillage de ses richesses qui dure depuis longtemps. En 2023, l'ARSP (qui suit désormais le code minier de 2018) a sanctionné plusieurs entreprises, dont Bolloré, Deloitte, G4S, Havas et Huawei, et a ouvert des enquêtes sur Eurasian Resources Group, Glencore, Ivanhoe, Kibali (Barrick Gold) et Primera pour avoir enfreint les lois sur la sous-traitance<sup>64</sup>. Le 22 février 2024, l'ARSP a poursuivi trois sous-traitants chinois (CRSN, Synohydro et Bangde Construction) pour avoir

transféré des paiements à l'étranger, ce qui les rend inéligibles pour opérer en RDC (même s'ils continueront à travailler jusqu'à ce que des entreprises locales puissent les remplacer).<sup>65</sup>

Le directeur général de l'ARSP, Miguel Kashal Katemb, un homme d'affaires chevronné qui a travaillé dans plusieurs pays africains, a fait valoir que ces entreprises sanctionnées ne remplissaient pas les critères d'éligibilité et ne contribuaient pas de manière adéquate aux recettes fiscales du pays<sup>66</sup>. Ces entreprises devraient être remplacées par des entreprises congolaises, qui conserveraient les bénéfices sur place, créeraient de nouvelles possibilités d'emploi et pourraient même entamer un processus d'établissement de la souveraineté nationale en matière de ressources. Ces politiques constitueraient un progrès, même si les élites de la RDC en seraient les plus grands bénéficiaires compte tenu des hiérarchies sociales dans le pays.<sup>67</sup>

Ce type de politique de classe, où certaines actions semblent bénéfiques pour le pays mais enrichissent principalement un réseau sophistiqué de proches du président, est très répandu en RDC. Par exemple, bien que le pays ait signé un accord en 2022 avec le milliardaire israélien sanctionné et ancien magnat de l'exploitation minière Dan Gertler pour récupérer des actifs miniers et pétroliers congolais d'une valeur de plus de 2 milliards de dollars qui appartenaient à sa société, le groupe Ventura, le manque de transparence sur les détails de l'accord a suscité des inquiétudes quant à l'éventualité d'un nouveau cycle de corruption<sup>68</sup>. Les réseaux familiaux de l'élite politique de la RDC continuent d'agir comme des complices des entreprises multinationales, poursuivant des activités transactionnelles qui les favorisent au lieu de renforcer les capacités productives du pays

en vue de sa modernisation<sup>69</sup>. Un exemple notable de cette dynamique se déroule à la Sicominex, où le fils du président, Anthony Tshisekedi, a été nommé au conseil d'administration de la société, bien qu'il n'ait pas d'expérience dans le domaine minier.<sup>70</sup>

## Ce que veut le peuple congolais

Aujourd'hui, la lutte du peuple congolais est centrée sur l'établissement de la souveraineté sur son territoire et la garantie de la dignité humaine. Cette lutte pour la libération ne peut être menée uniquement au niveau national, étant donné que les forces qui maintiennent les Congolais en esclavage opèrent au niveau mondial. À l'ère du panafricanisme renouvelé qui transforme l'Afrique de l'Ouest, le rappel de Frantz Fanon dans *Pour la révolution africaine*, selon lequel « le sort de chacun d'entre nous est en jeu au Congo », résonne profondément<sup>71</sup>. Notre dossier s'achève sur les paroles de jeunes activistes congolais qui ont identifié huit catégories clés pour construire leur chemin vers la liberté.

**La terre** Les terres congolaises doivent être protégées et utilisées dans l'intérêt supérieur du peuple congolais. La garantie des moyens de subsistance, de la souveraineté alimentaire et de la sécurité humaine des Congolais doit être une priorité plus importante que l'extractivisme. La démilitarisation des terres est essentielle pour mettre fin à la violence généralisée et aux déplacements de populations. Pour ce faire, la vision capitaliste de la terre en tant que marchandise à vendre doit d'abord être déconstruite et remplacée par l'accent mis sur la valeur ancestrale de la terre, qui est au centre du bien-être de tous ses habitants.

**Développer l'autonomie économique** Les ressources congolaises doivent être contrôlées par le peuple congolais dans le but de renforcer la société et de résister à la pression des institutions financières internationales. Les bénéfices tirés des richesses naturelles du



pays doivent être réinvestis pour développer les industries manufacturières locales et encourager l'autonomie nationale et l'autosuffisance dans des domaines tels que l'agro-industrie et la technologie. Nous devons planifier avec audace des projets économiques à plus long terme et de plus grande envergure, susceptibles d'entraîner une transformation à grande échelle au profit du pays.

**La société** Commençons à réinventer les relations sociales en proposant des solutions pour reconstruire le contrat social qui nous lie. Nous devons réintroduire une culture de respect des droits de l'homme en défendant les principes traditionnels d'égalité de *l'ubuntu*.

**La justice d'État** La gouvernance équitable doit être promue au sein des institutions nationales telles que la présidence, l'assemblée nationale et les tribunaux. Les dirigeants doivent appliquer la loi de manière équitable, conformément à la constitution et aux attentes légitimes de la population.

**La dignité** Nous devons nous réapproprier et guérir nos cœurs et nos esprits, nous organiser de manière responsable et faire preuve d'abnégation pour faire avancer les objectifs de la communauté. Notre mouvement doit améliorer notre confiance en notre capacité, en tant que peuple congolais – en particulier la jeunesse congolaise – à changer la RDC dans le bon sens.

**La pensée critique** Il est important de développer notre intelligence collective afin de répondre aux défis auxquels nous sommes confrontés avec des idées claires. Notre système éducatif doit enseigner des

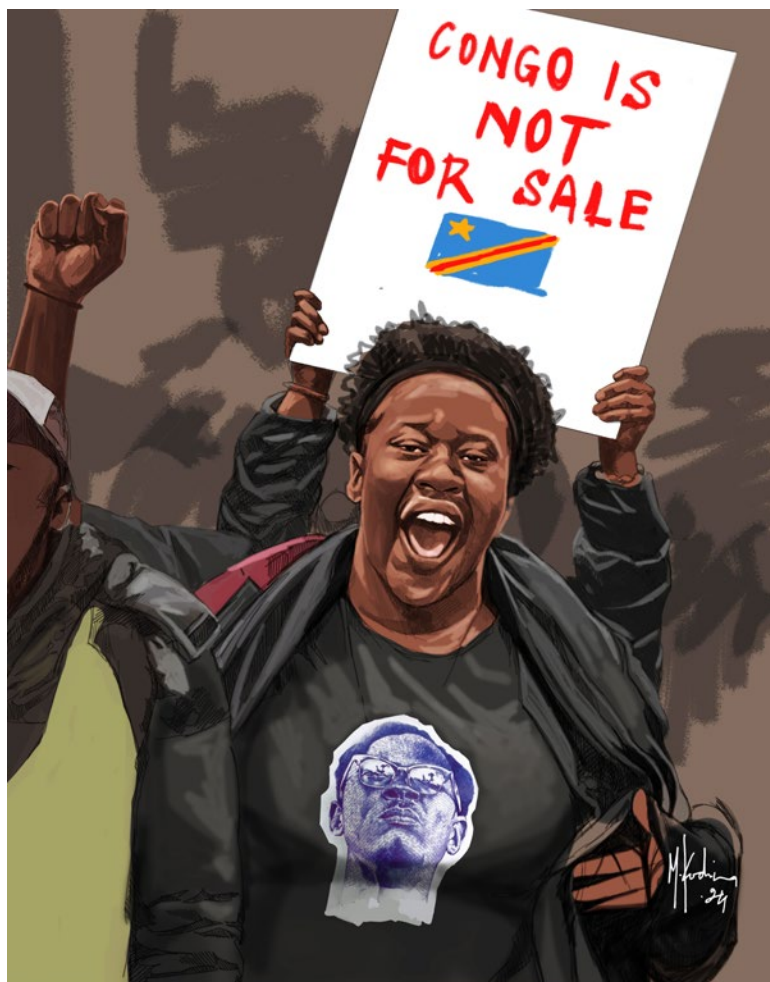
systèmes de connaissances complets fondés sur la pensée scientifique, qui incluent les contributions précieuses des sociétés africaines d'hier et d'aujourd'hui.

**La production et la diffusion de la culture patriotique congolaise.**

Nous devons illustrer la vision du Congo et du monde dans lequel nous voulons vivre à travers les arts, la culture, le sport et toutes les activités dans lesquelles nous nous engageons, qui doivent être disponibles dans nos langues locales. Grâce à un leadership collectif, nous devons développer des valeurs communes basées sur une prise de décision inclusive afin de réformer notre culture.

**Organiser des collectifs de citoyens** Le code de conduite que nous créons doit être mis en œuvre au Congo et dans les communautés de la diaspora par le biais de collectifs de citoyens. Où que nous soyons, nous devons créer des lieux de rencontre, de débat et de collaboration.





M. Kadima (DRC), *Le Congo n'est pas à vendre*, 2024.

Photo de référence de John Behets.

## Notes

- 1 Eyamba G. Bokamba et Eyamba D. Bokamba, *2022 Mining Data Study* (Kinshasa : Centre de recherche sur le Congo-Kinshasa (CERECK), 2024).
- 2 Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), La République démocratique du Congo. Post-Conflict Environmental Assessment. Programme des Nations unies pour l'environnement - Synthèse à l'attention des décideurs politiques (Nairobi : PNUE, 2011), 22.
- 3 « Democratic Republic of the Congo (COD) Exports, Imports, and Trade Partners », The Observatory of Economic Complexity, <https://oec.world/en/profile/country/cod>.
- 4 Banque mondiale, « République démocratique du Congo - Vue d'ensemble », <https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview>.
- 5 « Country Insights – Human Development Index Reports », Nations Unies, <https://hdr.undp.org/data-center/country-insights>.
- 6 Organisation mondiale de la santé, « Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) », données de l'Organisation mondiale de la santé, <https://data.who.int/fr/indicators/i/C071DCB/AC597B1>.
- 7 Nations Unies, « Far from the Headlines: The Democratic Republic of Congo », Nations unies Europe occidentale, 11 mars 2024, <https://unric.org/en/far-from-the-headlines-the-democratic-republic-of-congo/>.
- 8 Institut Tricontinental de recherche sociale, *Life or Debt: The Stranglehold of Neocolonialism and Africa's Search for Alternatives*, dossier n° 63, 11 avril 2023, <https://thetricontinental.org/dossier-63-african-debt-crisis/>.
- 9 Institut Tricontinental de recherche sociale, *The Rate of Exploitation (The Case of the iPhone)*, cahier n° 2, 22 septembre 2019, <https://thetricontinental.org/the-rate-of-exploitation-the-case-of-the-iphone/>, 17 et Sungur Savran et E. Ahmet Tonak, *In the Tracks of Marx's Capital: Debates in Marxian Political Economy and Lessons for 21<sup>st</sup> Century Capitalism*, Londres : Palgrave, 2024.
- 10 Anthony G. Goriainoff and Christian Moess Laursen, « Glencore 2023 Production Volumes in Line with Guidance », *Wall Street Journal*, 1<sup>er</sup> février 2024, <https://www>.

[wsj.com/finance/commodities-futures/glencore-2023-production-volumes-in-line-with-guidance-1d29a3ab](https://www.wsj.com/finance/commodities-futures/glencore-2023-production-volumes-in-line-with-guidance-1d29a3ab).

- 11 Georges Nzongola-Ntalaja, *The Congo. From Leopold to Kabila. A People's History* (Londres : Zed Books, 2007), 15-16.
- 12 Adam Hochschild, *King Leopold's Ghost: A Story of Greed, Terror, and Heroism in Colonial Africa* (Boston et New York : Houghton Mifflin, 1998).
- 13 Jan Vansina, *Kingdoms of the Savannas* (Madison, Wisconsin : University of Wisconsin Press, 1966) et Jan Vansina, *Being Colonised: The Kuba Experience in Rural Congo, 1880-1960* (Madison, Wisconsin : University of Wisconsin Press, 2010).
- 14 Nzongola-Ntalaja, *The Congo*, 26-41.
- 15 Jerome Sternstein, « King Léopold II, Nelson W. Aldrich and the Strange Beginnings of American Economic Penetration of the Congo », *African Historical Studies* 2, n° 2 (1969) : 191.
- 16 Calvin C. Kolar, *Resistance in the Congo Free State: 1885-1908*, Honours thesis, paper 399, Southern Illinois University, 2015, 15-19.
- 17 Amandine Lauro, « Women in the Democratic Republic of Congo », dans *Oxford Research Encyclopedia of African History*, (Oxford University Press, 2020).
- 18 Maurice Martin de Ryck Congo papers (MSS 70), Box 5, Folder 15, Stephen O. Murray and Keelung Hong Special Collections, Michigan State University, East Lansing, Michigan ; Te Mobusa Ngbwapkwa, « L'Exploitation du caoutchouc par l'Etat indépendant du Congo dans le territoire de Banzville, district de l'Ubangi (1900-1908) », *Civilisations* 41, n° 1-2 (1993) : 291-306.
- 19 John Higginson, *A Working Class in the Making: Belgian Colonial Labor Policy, Private Enterprise, and the African Mineworker, 1907-1951* (Madison, Wisconsin : University of Wisconsin Press, 1989) ; Georges Nzongola-Ntalaja, « Class Struggle and National Liberation in Zaire », *Contemporary Marxism*, n° 6 (Printemps 1983) : 57-94.
- 20 Dean Pavlakis, « The Crime of the Congo: A Question of Genocide in the Congo Free State, 1885-1908 », dans *The Cambridge World History of Genocide: Volume 2: Genocide in the Indigenous, Early Modern and Imperial Worlds, from c.1535 to World War One*, rédac. chef Ben Kiernan (Cambridge : Cambridge University Press, 2023), 585-608.

- 21 Higginson, *A Working Class in the Making*, 8-10 et 20-24.
- 22 Higginson, *A Working Class in the Making*, 175-176.
- 23 Higginson, *A Working Class in the Making* ; John Higginson, « Steam Without a Piston Box: Strikes and Popular Unrest in Katanga, 1943-1945 », *International Journal of African Historical Studies* 21, n° 1 (1988) : 97-118 ; John Higginson, « Bringing the Workers Back In: Worker Protest and Popular Intervention in Katanga, 1931-1941 », *Canadian Journal of African*, n° 2 (janvier 1988) : 199-223.
- 24 En six pages brillantes, Robert Poupart aborde ce problème sous le titre « L'Impulsion Brousse-Ville », dans *Facteurs de productivité de la main-d'œuvre autochtone à Elisabethville* (Bruxelles : CEPsi, 1961), 17-23 ; voir aussi Higginson, « Steam Without a Piston Box », 103 et Bogumil Jewsiewicki, « La contestation sociale et la naissance du prolétariat au Zaïre au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle », *Revue canadienne des études africaines* 10, n° 1 (1976) : 47-70.
- 25 Higginson, « Steam Without a Piston Box », 103 ; Gerald Dupriez, *La Formation du salaire en Afrique* (Louvain : Drukkerij Frankie, 1973), 346-347 ; Higginson, « Steam Without a Piston Box », 103.
- 26 Edouard Bustin, *The Lunda Under Belgian Rule: The Politics of Ethnicity* (Harvard University Press, 1975), 134 ; Jean-Luc Vellut, « Rural Poverty in Western Shaba, c. 1890-1930 », dans *The Roots of Rural Poverty in Central and Southern Africa*, rédac. chef Robin Palmer et Neil Parsons (Los Angeles : University of California Press, 1977), 306-309.
- 27 Jean Sohier, « Présentation de "la mémoire d'un policier belgo-congolais" », *Académie royale des sciences d'outre-mer (Bulletin des Séances)*, 3 (1973) : 485-486 ; Sa'eed Husaini, « Why They Killed Patrice Lumumba: An Interview with Georges Nzongola-Ntalaja », *Jacobin*, 17 janvier 2020, <https://jacobin.com/2020/01/patrice-lumumba-assassination-anniversary-congo>.
- 28 Patrice Lumumba, *Lumumba Speaks. The Speeches and Writings of Patrice Lumumba, 1958-1961*, rédac. chef Jean Van Lierde (Boston : Little, Brown, 1972), 58.
- 29 Karen Bouwer, *Gender and Decolonisation in the Congo: The Legacy of Patrice Lumumba* (New York : Palgrave Macmillan, 2010), 91.
- 30 Moïse Tshombe, *Quinze mois de gouvernement du Congo* (Paris : La Table Ronde, 1967) ; Conor Cruise O'Brien, *To Katanga and Back: A UN Case History* (Londres et New York : Faber and Faber, 1967).

- 31 Patrice Lumumba, *Patrice Lumumba: The Truth about a Monstrous Crime of the Colonialists* (Moscou : Foreign Languages Publishing House, 1961) : 45-46 ; Bruce Bueno de Mesquita, « Leopold II and the Selectorate: An Account in Contrast to a Racial Explanation », *Historical Social Research / Historische Sozialforschung* 32, n° 4 (122) (2007) : 216 ; Martin Meredith, *The State of Africa: A History of the Continent since Independence* (Londres, New York, Sydney, Toronto et New Delhi : Simon & Schuster, 2021) : 102.
- 32 Stephen Kinzer, *The Brothers: John Foster Dulles, Allen Dulles, and Their Secret World War* (New York : Henry Holt, 2013), 247-283.
- 33 George Padmore, « Africa Holds Key to Atomic Future; World's Uranium Supply », *The Chicago Defender*, 8 septembre 1945, 5 ; Susan Williams, *White Malice: The CIA and the Covert Recolonisation of Africa* (New York : Public Affairs, 2021), p. 375.
- 34 « North Katanga City Is Seized by Rebels, Congo Report; Europeans Flee Albertville Crossing Lake Tanganyika to Nearby Burundi », *New York Times*, 20 juin 1964, <https://www.nytimes.com/1964/06/20/archives/north-katanga-city-is-seized-by-rebels-the-congo-report-europeans.html> ; « Egypt Plans to Send Its Pilots to Zaire », *New York Times*, 2 mai 1977, <https://www.nytimes.com/1977/05/02/archives/egypt-plans-to-send-its-pilots-to-zaire.html>.
- 35 Benoît Verhaegen, *Rébellions au Congo*, vol. 1 (Bruxelles : Centre de recherche et d'information socio-politiques, 1966), 104-116 et 415-481.
- 36 « Key Copper-Mining Centre in Zaire Reported Taken by Rebel Invaders », *New York Times*, 18 mars 1977, <https://www.nytimes.com/1977/03/18/archives/key-coppermining-center-in-zaire-reported-taken-by-rebel-invaders.html> ; Benoît Verhaegen, *Rébellions au Congo 2* (Bruxelles : Centre de recherche et d'information socio-politiques, 1971), 499-589.
- 37 Nzongola-Ntalaja, *The Congo*; Howard French, « As Rebels Gain in Zaire, Army Morale is Declining », *New York Times*, 8 février 1997, <https://www.nytimes.com/1997/02/08/world/as-rebels-gain-in-zaire-army-morale-is-declining.html> ; David van Reybrouck, *Congo: The Epic History of A People* (New York : Harper Collins, 2015), 426-462.
- 38 Bokamba et Bokamba, *2022 Mining Data Study*.

- 39 Henry Sanderson, « Congo, Child Labour and Your Electric Car », *Financial Times*, 7 juillet 2019, <https://www.ft.com/content/c6909812-9ce4-11e9-9c06-a4640c9febb>.
- 40 Ben Moshinsky, « The Four-Decade Story of Glencore's Explosive Rise and Fall », *Business Insider*, 7 octobre 2015, <https://www.businessinsider.com/glencores-history-and-what-happened-to-the-company-2015-10?r=US&IR=T> ; Sarah Katz-Lavigne, « Framing Spaces as (IL)Legitimate: "Dirty" Cobalt and the (Mis)Uses of Artisanal and Small-Scale Mining Sites in South-Eastern Democratic Republic of Congo », *Canadian Journal of African Studies* 58, n° 1, 2024. Avec ses 80 000 employés officiels et plus de 60 000 « contractants », dont certains sont des mineurs de cobalt congolais indépendants, Glencore est un exemple classique de ce que Bastian Obermeyer et Frederik Obermaier appellent la « machine à piller » dans *The Panama Papers: Breaking the Story of How the Rich and Powerful Hide Their Money* (Londres : Oneworld Publications, 2016), 193-208. Henry Sanderson, « Congo, Child » ; Walton Pantland, « Special Report: Glencore, the Commodities Giant with No Soul », *IndustriAll Global Union*, 25 avril 2018, <https://www.industriall-union.org/special-report-glencore-the-commodities-giant-with-no-soul>.
- 41 Amnesty International, *This Is What We Die For: Human Rights Abuses in the Democratic Republic of the Congo Power the Global Trade in Cobalt* (Londres : Amnesty International, 2016), 28. « Congo State Miner Sells Copper Concession to Chinese Investors », *Reuters*, 13 juillet 2015, <https://www.reuters.com/article/congodemocratic-mining-idUKL5N0ZT26D20150713/> ; Amnesty International, *This Is What We Die For* ; John Sweeney, « Mining Giant Glencore Accused in Child Labour and Acid Dumping Row », *The Guardian*, 14 avril 2012, <https://www.theguardian.com/business/2012/apr/14/glencore-child-labour-acid-dumping-row> ; Ben Doherty, « Everything You Need to Know About Glencore, Dan Gertler and Their Interest in the DRC », *The Guardian*, 5 novembre 2017, <https://www.theguardian.com/business/2017/nov/05/what-is-glencore-who-is-dan-gertler-drc-mining>.
- 42 Amnesty International, *This Is What We Die For*, 1-88.
- 43 James Gordon, « Cobalt: the dark side of a clean future », *Raconteur*, 4 juin 2019.
- 44 Women's International League for Peace and Freedom (WILPF), *Life at the Bottom of the Chain: Women in Artisanal Mines in DRC* (Genève : WILPF, août 2016), [https://wilpf.org/wp-content/uploads/2016/10/WomenInArtisanalMinesInDRC\\_web.pdf](https://wilpf.org/wp-content/uploads/2016/10/WomenInArtisanalMinesInDRC_web.pdf).



- 45 *Assemblée nationale Commission spéciale chargée de l'examen de la validité des conventions à caractère économique et financier* (Kinshasa : gouvernement de la RDC, 2006).
- 46 African Development Bank, « Interview with Mr. Festus Mogae, Former President of Botswana », African Development Bank Group, 6 mars 2019, <https://www.afdb.org/en/news-and-events/interview-with-mr-festus-mogae-former-president-of-botswana-3235>.
- 47 « The Democratic Republic of Congo's Revised Mining Code », Herbert Smith Freehills, 25 avril 2018, <https://www.herbertsmithfreehills.com/insights/2018-04/the-democratic-republic-of-congos-revised-mining-code> ; Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, « Congo, Democratic Republic of the – Adoption of a Mining Code, UNCTAD Investment Policy Hub », <https://investmentpolicy.unctad.org/investment-policy-monitor/measures/3227/adoption-of-a-mining-code>.
- 48 Zhenyang Chen, Lingen Zhang, and Zhenming Xu, « Analysis of Cobalt Flows in Mainland China: Exploring the Potential Opportunities for Improving Resource Efficiency and Supply Security », *Journal of Cleaner Production* 275 (1er décembre 2020) : 122841.
- 49 Michael J. Kavanagh, « DRC Strikes New \$7 Billion Mine Road-Financing Deal With China », *Bloomberg*, 27 janvier 2024, <https://origin.www.bloomberg.com/news/articles/2024-01-27/drc-strikes-new-7-billion-mine-road-financing-deal-with-china>.
- 50 Barney Jopson, « Donors Press Congo over \$9bn China Deal », 9 février 2009, <https://www.ft.com/content/f4d34d3a-f6d9-11dd-8a1f-0000779fd2ac>.
- 51 Jopson, « Donors Press Congo ».
- 52 « Chinese Mineral Deal Blocking Congo's IMF Debt Relief », *Voice of America*, 2 novembre 2009, <https://www.voanews.com/a/a-13-2009-05-26-voa26-68802437/412187.html> ; Hillary Rodham Clinton, interview par Jaldeep Katwala (Radio Okapi), Département d'État américain, 10 août 2009, <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2009a/08/127104.htm>.
- 53 Kavanagh, « DRC Strikes New \$7 Billion Mine Road-Financing Deal with China ».
- 54 Kavanagh, « DRC Strikes New \$7 Billion Mine Road-Financing Deal with China ».

- 55 Olivier Liffan, « China, DRC, United States: How Washington Pushed Tshisekedi to Renegotiate Kabila's China Contracts », *Africa Intelligence*, 25 juin 2021, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2021/06/25/how-washington-pushed-tshisekedi-to-renegotiate-kabila-s-china-contracts,109675670-art>.
- 56 Liffan, « China, DRC, United States: How Washington Pushed Tshisekedi ».
- 57 Emmet Livingstone, « Uncertainties Remain With Renegotiated Chinese Mining Deal in DRC », *Voice of America*, 26 janvier 2024, <https://www.voanews.com/a/uncertainties-remain-with-renegotiated-chinese-mining-deal-in-drc-/7458908.html> ; « Angola/DRC/Zambia: US Reluctant to Finance Angola-Zambia Extension of Lobito Corridor Railways », *Africa Intelligence*, 4 mars 2024, <https://www.africaintelligence.com/southern-africa-and-islands/2024/03/04/us-reluctant-to-finance-angola-zambia-extension-of-lobito-corridor-railways,110186992-art>.
- 58 Matthew Hill, « US Bets on \$2.3 Billion African Railway to Help Deliver EV Revolution », *Bloomberg*, 21 février 2024, <https://www.bloomberg.com/features/2024-lobito-corridor-rail-ev-mining/?embedded-checkout=true>.
- 59 Andrew L. Gulley, Erin A. McCullough, and Kim B. Shedd, « China's Domestic and Foreign Influence in the Global Cobalt Supply Chain », *Resources Policy* 62 (1 août 2019) : 317-23.
- 60 Sur le premier point, voir la Commission exécutive du Congrès sur la Chine, *From Cobalt to Cars: How China Exploits Child and Forced Labour in the Congo*, audience, 215 Dirksen Senate Office Building, 14 novembre 2023.
- 61 « Memorandum of Understanding Among the United States of America, the Democratic Republic of the Congo, and the Republic of Zambia Concerning Support for the Development of a Value Chain in the Electric Vehicle Battery Sector », 18 janvier 2023 <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2023/01/2023.01.13-E-4-Release-MOU-USA-DRC-ZAMBIA-Tripartite-Agreement-Tab-1-MOU-for-U.S.-Assistance-to-Support-DRC-Zambia-EV-Value-Chain-Cooperation-Instrument.pdf>. Pour en savoir plus sur le sommet, voir <https://thetricontinental.org/newsletterissue/us-africa-leaders-summit/>.
- 62 « Ministerial Statement by the Minister of Commerce, Trade and Industry (Mr Chipoka Mulenga), on the Zambia-Democratic Republic of Congo Joint Initiative to Establish a Value Chain in the Electric Battery and Clean Energy Sector », 24 avril 2022, <https://www.parliament.gov.zm/sites/default/files/images/>

[publication\\_docs/Ministerial%20Statement%20-%20On%20Zambia-.Congo%20DR%20Joint%20Initiative%20on%20Electric%20Battery.pdf](#).

- 63 Government of the Democratic Republic of the Congo, *République Démocratique du Congo, Assemblée Nationale, Commission spéciale chargée de l'examen de la validité des conventions à caractère économique et financier, Rapport Lutundula* (janvier 2006), <https://congomines.org/reports/210-rapport-lutundula-version-finale>.
- 64 Pour en savoir plus sur les détails financiers et les violations commises par des entreprises canadiennes, voir Institut Tricontinental de recherche sociale, *Ten Canadian Mining Companies: Financial Details and Violations*, Studies in Contemporary Dilemmas, 29 avril 2019, <https://thetricontinental.org/ten-canadian-mining-companies-financial-details-and-violations/>.
- 65 « ARSP Cancels Three Subcontracting Contracts Worth Estimated \$1 Billion for Law Violation », *Copperbelt Katanga Mining*, 23 février 2024, <https://copperbeltkatangamining.com/arsp-cancels-three-subcontracting-contracts-worth-estimated-1-billion-for-law-violation/> ; « DR Congo: Companies Delisted by the Subcontracting Regulation Authority include CFAO, Castel, CMA CGM, Bolloré, Havas, G4S, Huawei and Deloitte », *Africa Business Plus*, 26 septembre 2024, <https://www.africabusinessplus.com/en/816988/rd-congo-companies-delisted-by-the-subcontracting-regulation-authority-include-cfao-castel-cma-cgm-bollore-havas-g4s-huawei-and-deloitte-2/> ; « Subcontracting in the DRC: Audits Pending for Ivanhoe, Kibali, Glencore, ERG, Sicomin, Primera and CMOC », *Africa Business Plus*, 2 octobre 2023, <https://www.africabusinessplus.com/en/817052/subcontracting-in-the-drc-audits-pending-for-ivanhoe-kibali-glencore-erg-sicomin-primera-and-cmoc/>.
- 66 « Hon. Miguel Kasha Katemb », *Mining Indaba*, <https://miningindaba.com/speaker-list/hon-miguel-katemb-kasha>.
- 67 « Félix Tshisekedi Salutes the Prowess of Miguel Kasha of the ARSP », *Copperbelt Katanga Mining*, 4 novembre 2023, <https://copperbeltkatangamining.com/felix-tshisekedi-salutes-the-prowess-of-miguel-kasha-of-the-arsp/>.
- 68 Peter Fabricius, « Tshisekedi Does a Dodgy Deal with Gertler », *ISS Africa*, 2 avril 2022, <https://issafrica.org/iss-today/tshisekedi-does-a-dodgy-deal-with-gertler#:~:text=Gertler%20était%20l'ancienne%20République%20démocratique,%242%20milliards%2C%20la%20RDC%20said> ; « Le Congo n'est pas à vendre exige la publication intégrale du protocole d'accord signé avec le groupe de Dan Gertler », Coalition Congo n'est pas à vendre (CNPV), <https://www.corruptiontue.org/posts/lecnpv-exige>.

- 69 « DRC: Tshisekedi Clan Involved in Former Katanga Province's Mining Wild West – 05/02/2024 », *Africa Intelligence*, 5 février 2024, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2024/02/05/tshisekedi-clan-involved-in-former-katanga-province-s-mining-wild-west,110155456-ge0>.
- 70 Liffra Oliver, « DRC: Tshisekedi Clan Involved in Former Katanga Province's Mining Wild West », *Africa Intelligence*, 5 février 2024, <https://www.africaintelligence.com/central-africa/2024/02/05/tshisekedi-clan-involved-in-former-katanga-province-s-mining-wild-west,110155456-ge0>.
- 71 Frantz Fanon, *Toward the African Revolution* (New York : Grove Press, 1964), 197.



Attribution-NonCommercial 4.0  
International (CC BY-NC 4.0)

This publication is issued under a Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International (CC BY-NC 4.0) license. The human-readable summary of the license is available at <https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>.



Tricontinental: Institute for Social Research  
*is an international, movement-driven institution  
focused on stimulating intellectual debate that serves  
people's aspirations.*

[www.thetricontinental.org](http://www.thetricontinental.org)

Instituto Tricontinental de Investigación Social  
*es una institución promovida por los movimientos,  
dedicada a estimular el debate intelectual al servicio de  
las aspiraciones del pueblo.*

[www.eltricontinental.org](http://www.eltricontinental.org)

Instituto Tricontinental de Pesquisa Social  
*é uma instituição internacional, organizada por  
movimentos, com foco em estimular o debate intelectual  
para o serviço das aspirações do povo.*

[www.otricontinental.org](http://www.otricontinental.org)